

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/32

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU
SÉCRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, LE TRÈS HONORABLE
JOE CLARK, AU CONGRÈS ANNUEL DU
CONSEIL ALBERTA-MACKENZIE DE LA
LIGUE DES FEMMES CATHOLIQUES
DU CANADA

EDMONTON, ALBERTA

1ER JUIN 1985

La plupart des Canadiens qui prennent le temps d'y penser sont fiers de la contribution du Canada aux affaires internationales. En tant que pays, nous avons contribué à créer et nous continuons d'appuyer activement les Nations Unies et le GATT, ainsi que d'autres organismes internationaux qui sous-tendent l'ordre mondial. Howard Green - soutenu par des millions de mères au Canada et aux États-Unis - s'est battu pour réaliser un traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère. Lester Pearson a inspiré le concept des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Paul Martin a contribué à débloquer l'impasse qui empêchait l'admission de nouveaux États membres aux Nations Unies. Un Canadien a été le premier secrétaire général du Commonwealth. D'autres éminents diplomates canadiens ont aidé à faire avancer une multitude de dossiers internationaux, du développement du Tiers monde au droit de la mer en passant par le traitement et l'accueil des réfugiés.

Au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale en est venue à compter sur le Canada pour son influence modératrice dans un monde écartelé entre des extrêmes. C'est là la tradition canadienne que notre gouvernement entend renforcer avec constance et dans un esprit pragmatique. J'ai d'ailleurs fait valoir ce point dans mon premier discours après ma prise de fonctions - le discours que j'ai prononcé en octobre dernier devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je suis honoré d'être à Edmonton ce soir et de m'adresser au Congrès annuel du Conseil Alberta-Mackenzie de la Ligue des femmes catholiques du Canada pour faire valoir que la politique internationale est tout aussi importante dans les villes et les villages du Canada que dans les capitales du monde et les milieux traditionnels de la politique étrangère. Elle est importante pour deux raisons: parce qu'elle influe sur le prix du boeuf et parce que la tradition de participation des citoyens canadiens aux affaires du monde est, à sa façon, tout aussi imposante que les réalisations internationales de nos gouvernements. J'estime qu'il est de mon devoir de faire en sorte que la politique nationale tienne compte de la dimension personnelle.

C'est là l'une des raisons principales qui m'ont amené à déposer à la Chambre des communes, le 14 mai, un document de discussion intitulé "Compétitivité et sécurité: orientations pour les relations extérieures du Canada", qui donnera lieu à la première revue parlementaire publique de la politique étrangère dans l'histoire du Canada.

Bien sûr, le contenu du document est important, mais je pense que le processus l'est tout autant. Il se veut à la fois une reconnaissance et un instrument de la participation de la population à l'examen et à la formulation de la politique étrangère du Canada.

Mais il vise aussi à sensibiliser la population. Nous parlons parfois du village planétaire comme s'il était habité par d'autres que nous, alors que les Canadiens sont au coeur même des affaires qu'on pouvait autrefois qualifier d'étrangères. Le sol, le territoire qui sépare les deux superpuissances, nous appartient. C'est ce territoire qui serait transpercé par les armes dans l'éventualité impensable d'un conflit mondial. Des subventions au Danemark influent sur le marché des éleveurs de bétail de High River, en Alberta. Une crise de la dette au Mexique fait perdre des clients au Canada, et des emplois aux Canadiens. Des émissions d'anhydride sulfureux dans l'Ohio contribuent à faire mourir nos lacs.

La politique étrangère est l'affaire de tous. Et j'espère que nos audiences publiques permettront aux Canadiens de comprendre à quel point notre avenir économique et politique est lié à celui des autres continents et des autres pays.

Mais j'avoue que deux autres raisons m'ont poussé à insister sur la tenue d'une revue publique. D'une part, c'est le Parlement qui procédera à cette étude et qui fera rapport, ce qui lui permettra de consolider son autorité en tant qu'institution publique la plus importante du pays. D'autre part, nous pourrons ainsi à la fois exploiter et renouveler la tradition de participation des Canadiens et amener les citoyens intéressés à contribuer directement à la formulation de la politique canadienne.

Bien sûr, le comité entendra les groupes d'intérêt qui se sont constitués dans le domaine des affaires internationales, mais j'espère qu'il nous sera possible d'aller au-delà de ces groupes et de leurs programmes pour faire appel aux sentiments personnels qui ont incité tant de Canadiens à s'engager dans le vaste monde. J'espère que vous ne laisserez pas aux évêques ou aux divers comités nationaux le soin de présenter vos arguments, mais que les conseils locaux, forts des expériences locales, seront également entendus.

Le Canada est si grand, si riche et à tant d'égards si nouveau, que la plus grande partie de notre histoire s'est déroulée au pays. Mais nous avons toujours su que nous avons des intérêts et des obligations au-delà de nos frontières. Tout d'abord, les Canadiens viennent de

partout - plus que tout autre peuple au monde, ils ont des attaches familiales dans tous les pays de la planète. Nos soldats ont été les premiers du continent à débarquer pour deux guerres mondiales et un flot incessant de missionnaires, de commerçants, d'enseignants et de voyageurs canadiens sont partis travailler dans le monde. Dans chaque ville, chaque village, chaque localité, l'historien local pourra vous nommer des personnes - des personnes de l'endroit, des personnes appartenant à des communautés des environs d'Edmonton - qui sont allées en Chine ou en Afrique ou en Amérique du Sud. C'est là un fait si commun qu'il est devenu une caractéristique de notre pays.

Les Canadiens aident les peuples des pays en développement à se construire une vie meilleure depuis plus d'un siècle, depuis bien avant que ne s'instaure l'aide publique au développement. Cet effort a été presque entièrement le fait des Églises et des groupes bénévoles. Si vous considérez les traditions de certains autres pays, vous constaterez souvent que leur engagement et leur aide au développement obéissent en bonne partie à des motivations idéologiques. Leur aide n'est offerte et exécutée que dans un but bien précis. De plus, les autres pays ont souvent fait porter leurs efforts sur une région en particulier. Mais au Canada, notre engagement est libre de toute idéologie et il s'étend littéralement à toute la planète. Notre aide ne vise pas à vendre des produits ou des idées; elle est inspirée par l'humanité, la bonne volonté et le sens du service.

Affirmer que le travail des missionnaires dans les domaines de la santé, de l'enseignement et du développement est tout à fait dans la ligne de cette tradition n'enlève absolument rien, à mon avis, à leur travail religieux proprement dit.

Les missionnaires catholiques - pas seulement des hommes, mais aussi des femmes - ont été aux premiers rangs du service canadien à l'étranger. Tout juste un peu plus de la moitié des missionnaires catholiques canadiens qui travaillent dans le monde aujourd'hui sont des femmes. En fait, la première société missionnaire canadienne était catholique et se composait de femmes (les Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception, institut fondé à Montréal en 1902). Ses membres se sont occupées d'hôpitaux, d'écoles et de travail social dans les missions de la Chine, de la Mandchourie, du Japon, des Phillipines, de l'Italie, des Antilles, de l'Afrique et de Madagascar.

Au travail des Églises, il faut ajouter celui d'une multitude d'organisations non gouvernementales - et d'organismes philanthropiques canadiens comme OXFAM,

l'Association canadienne d'aide à l'enfance, Inter Pares, le Comité central des Églises mennonites, les clubs Rotary et le SUCO. On me dit que 10 000 Canadiens ont travaillé outre-mer avec le SUCO depuis sa fondation au début des années 60. Il est absolument impossible de connaître le nombre exact de Canadiens de diverses Églises ou organisations qui ont participé à de pareilles entreprises.

Il y a quelques années, le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a acquis la réputation de faire de la diplomatie personnelle; il se rendait par avion dans différentes parties du monde pour rencontrer des personnes qui étaient parties prenantes à des problèmes que les États-Unis voulaient aider à résoudre. C'est, bien sûr, une façon de faire de la diplomatie personnelle, mais les personnes qui sont allées travailler avec le SUCO, avec les Mennonites, avec l'Église catholique, avec l'Église unie ou n'importe quelle autre Église en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud ont également fait, directement et en profondeur, de la diplomatie personnelle. Cela nous a laissé un double héritage. D'abord, partout où l'on va, on constate une certaine amitié et une certaine bienveillance à l'égard du Canada.

En outre, nous retrouvons au sein de la population canadienne une très grande expérience du monde. Par exemple, le Canada a accepté la nouvelle Chine et a établi des liens avec elle beaucoup plus rapidement que le reste du monde. Il y a un rapport très direct entre cette initiative et le fait que des centaines de missionnaires canadiens ont travaillé en Chine pendant de nombreuses années. Nous avons tous entendu parler du travail de Norman Bethune, mais il y a eu aussi les soeurs missionnaires de Montréal et des centaines d'autres personnes - missionnaires ou commerçants - qui ont acquis et communiqué une connaissance intime de ce pays. Il y a eu un rapport direct entre leur expérience et la politique canadienne. Quand la Chine a commencé à sortir de son isolationnisme, le Canada a été l'un des premiers pays à commercer et à établir des relations avec elle. En un certain sens, on peut dire que ce sont les missionnaires qui ont pavé la voie à la vente de céréales, laquelle a amorcé la plus récente phase des relations du Canada avec la Chine.

Il en va de même dans le cas de l'Afrique. On considère que le Canada a aujourd'hui une influence importante dans ce continent, et l'on constate, à l'examen, que cette influence ne repose pas principalement sur le commerce ou des liens coloniaux. Le rôle du Commonwealth à cet égard est évidemment très important, tout comme l'ont été celui des Pères Oblats, qui ont établi des programmes d'enseignement, de développement et de soins de santé au

Lesotho, et celui du Père Lévesque, de Montréal, qui a fondé l'université du Rwanda. Le Président Mugabe du Zimbabwe a été formé dans les écoles de mission et à Silveria House, institution fondée et dirigée par des Jésuites canadiens.

Lors de mon passage en Éthiopie l'automne dernier pour discuter des moyens que le Canada entendait prendre pour répondre à la famine qui afflige ce pays, j'ai découvert que le ministre éthiopien du Développement a obtenu un diplôme d'ingénieur à l'Université de la Colombie-Britannique. Un ministre de l'Église unie, le Révérend Lee Holland, a fondé en Zambie un projet appelé Fermes familiales, qui permet à des groupes d'Africains d'acheter des parties d'anciennes plantations coloniales et d'exploiter ces nouvelles fermes selon des méthodes améliorées. Le Canada a des contacts partout en Afrique et aussi, évidemment, dans les Antilles et en Amérique latine.

Cette tradition transcende l'histoire et dépasse la propriété privée d'une Église, d'un club philanthropique ou d'un individu. Elle a créé au plus intime de la communauté canadienne le désir et la capacité de réagir aux crises internationales. Nous en avons fait la preuve de manière évidente et à deux reprises au cours des six dernières années. Je veux parler ici de la situation des "boat people" et de la famine qui sévit en Afrique.

Pour les dirigeants, le défi consiste à tirer parti plus régulièrement de cette ouverture sur le monde dont font preuve les Canadiens. Le processus d'examen de nos relations extérieures nous offre l'occasion d'établir des relations plus durables entre la politique gouvernementale et les préoccupations des citoyens, qui ont une conduite exemplaire devant les crises. Mais cette alliance entre le gouvernement et les citoyens ne devrait pas se limiter aux périodes de crise.

En 1979, le monde découvrait la tragédie des "boat people" - de ceux qui étaient rejetés par leur patrie et envoyés à la dérive, au sens littéral du terme. Les Canadiens se sont immédiatement intéressés au sort de ces personnes. Mon gouvernement a donc cherché à canaliser cet intérêt au lieu de le considérer de manière purement bureaucratique. Nous avons annoncé un programme d'association dans le cadre duquel le gouvernement parrainerait un nouveau Canadien parmi les "boat people" chaque fois qu'une association religieuse, un individu, un conseil municipal, un club philanthropique ou un quartier amènerait une autre personne au Canada. La réponse a été inespérée, tout comme elle l'a été l'automne dernier lorsque les Canadiens ont réagi devant la famine qui ravage l'Afrique.

Encore là, nous avons agi de concert. Nous avons chargé l'honorable David MacDonald de coordonner notre réponse avec celle des organisations non gouvernementales, dont un grand nombre oeuvraient déjà en Éthiopie. Il était inutile que des représentants du gouvernement s'y rendent et y établissent de nouveaux mécanismes, puisque des organisations canadiennes ou des organisations internationales avec lesquelles le Canada avait des rapports s'y trouvaient déjà. Nous avons donc créé cette association et mis sur pied un système de subventions aux termes duquel nous versions la contrepartie des dons offerts par les Canadiens.

Les dons ont afflué et dépassé 35 millions de dollars. Malgré les conditions économiques plutôt difficiles au pays, plus de 500 000 Canadiens y sont allés d'une contribution. En moyenne, celles-ci étaient d'ailleurs deux fois plus élevées que celles faites précédemment. L'apport du Canada ne s'est d'ailleurs pas limité à de l'argent. Nous avons été inondés d'offres d'envoi de nourriture, de couvertures et de médicaments. On nous a même proposé un bateau. Les offres n'étaient pas toutes appropriées, mais ce qui importe surtout est le fait que les Canadiens indiquaient clairement au gouvernement que cette tragédie était une priorité et qu'ils étaient, tous et chacun, disposés à y trouver remède.

Nous demeurons fidèles à cet engagement. L'exemple le plus récent nous vient d'une industrie et peut-être aussi d'une génération que l'on n'associe généralement pas à la politique extérieure. Tout a commencé en Angleterre par l'enregistrement d'une chanson au bénéfice exclusif des victimes de la famine en Afrique. Cette initiative a été bientôt imitée par les États-Unis et le Canada. Ainsi, plusieurs de nos musiciens les plus talentueux se sont réunis dans un studio de Toronto pour enregistrer le succès qu'est devenue la chanson "Tears are Not Enough". Tous les bénéfices tirés de la vente du disque vont aux victimes de la famine.

Par la suite, le disque a fait l'objet de radiothons organisés par des stations rock partout au Canada. Déjà, le disque s'est vendu à plus de 200 000 exemplaires et l'on prévoit que les ventes du disque et leurs retombées dans le monde entier (vidéos, t-shirts et tout ce qui gravite autour du monde des superstars du rock) permettront de recueillir quelque 15 millions de dollars pour alléger les souffrances des victimes de la famine en Afrique. Ce genre de mouvement prend ses racines dans le travail accompli il y a longtemps par les missionnaires, les enseignants, les médecins, les infirmières et autres Canadiens, bien avant la famine, et bien avant la génération qui écoute ces succès du palmarès.

Les Canadiens ont démontré maintes et maintes fois leur désir d'être présents sur la scène mondiale. Ils ont montré que non seulement les gouvernements, mais également les individus avaient leur rôle à jouer. La forme de participation varie d'une époque à l'autre mais la motivation profonde demeure la même. En 1970, il y avait deux fois plus de missionnaires canadiens à l'étranger qu'aujourd'hui mais, en revanche, il y a aujourd'hui plus de Canadiens et de Canadiennes que jamais qui y travaillent, souvent employés directement par les gouvernements comme enseignants, infirmières, économistes, conseillers agricoles. Nous connaissons mieux l'agriculture que la plupart des autres peuples du monde. Et ce savoir, qui n'est pas l'apanage des universitaires ou des spécialistes, nous savons le mettre à profit.

Je me souviens d'une visite que j'ai faite à un projet d'aide dans les hautes plaines de Tanzanie. J'y ai rencontré des agronomes, des économistes et des diététiciens, qui m'ont présenté un homme qui avait été fermier près de Bluffton, à l'ouest de Bentley. Quand je lui ai demandé qu'elle était sa spécialité, il m'a répondu qu'il était la personne la plus importante parce qu'il réparait les choses avec de la ficelle de liage.

Plus que jamais auparavant, le Canada peut compter aujourd'hui sur des universitaires de fort calibre et sur des gens dotés du même sens inné de la débrouillardise que ce fermier de Bluffton, des Canadiens qui travaillent à l'étranger, animés par la même flamme que les missionnaires du passé. Nous avons aussi des gens d'affaires qui construisent des routes, des barrages et des systèmes d'irrigation.

Le programme de subventions de contrepartie de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a insufflé une vigueur nouvelle aux activités de développement des missionnaires canadiens. L'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix est devenue l'organe de l'Église catholique pour le développement. L'an dernier, elle a recueilli auprès des églises du Canada une somme de 7 millions de dollars que l'ACDI a doublée, ce qui a permis de financer quelque 575 projets de développement dans le Tiers monde, depuis un simple projet de pompe à eau de 1 000 \$ au Ghana jusqu'à un programme de développement rural intégré de plusieurs millions de dollars au Sénégal.

Le père Murray Abraham, un jésuite canadien qui a travaillé au Bengale occidental, en Inde, pendant 35 ans, a reçu de milliers de familles canadiennes la promesse de se priver de leur dessert du vendredi soir pour l'aider à mettre sur pied un institut de formation très novateur.

L'institut en question, l'École Saint-Adolphe, offre aux étudiants des programmes d'études et de travail reliés à l'agriculture et à l'élevage du porc et de la volaille. En outre, un groupe de femmes, d'enfants et de réfugiés dans le besoin peuvent y vivre, y travailler et y étudier dans le cadre traditionnel de la famille indienne élargie. L'ACDI a approuvé une subvention de 500 000 \$ pour compléter les contributions des particuliers à ce projet au cours des quatre prochaines années.

J'ai beaucoup réfléchi à cette tradition de participation du public au moment de préparer le Livre vert sur la politique extérieure et de chercher réponse à la question suivante: comment un gouvernement peut-il équilibrer sa politique extérieure de manière à tenir dûment compte des aspirations du simple citoyen canadien et des Canadiens à l'étranger qui, par leur dévouement, apportent une contribution remarquable, ou encore de ceux qui aident leurs concitoyens à l'étranger?

L'examen de la politique extérieure a pour but de faire le point sur les questions du développement international et de l'aide au Tiers monde dans un contexte réaliste qui tient compte de nombreuses préoccupations. Notre pays émerge à peine d'une période marquée par des difficultés économiques extrêmement graves pour prendre sa place dans un contexte international très dur, régi par une forte concurrence et par la défense des intérêts nationaux, qui n'est pas prêt de changer. En dépit de la bonne volonté des Canadiens, en dépit de la générosité dont ils ont fait preuve envers les victimes de la famine en Afrique, cette simple manifestation d'altruisme risque de se diluer dans nos préoccupations collectives au sujet de la force du Canada et de sa capacité de soutenir la concurrence contre tel ou tel pays.

Ce que je souhaite, c'est que l'examen de la politique extérieure renforce en chacun de nous la conviction que les intérêts du monde en développement sont en fait nos intérêts. Le Livre vert insiste d'ailleurs beaucoup sur les liens complexes qui existent entre la dette du Tiers monde (la dette du Mexique coûte des emplois au Canada) et des questions comme les taux d'intérêt, les déficits budgétaires et la performance économique et commerciale générale des pays industrialisés. L'amélioration du système international en faveur du Tiers monde n'est pas seulement un impératif moral, mais une nécessité pour tous les pays, entre lesquels ce système a tissé des liens de dépendance mutuelle. Je crois que, préoccupées par la paix mondiale - comme ce congrès démontre que vous l'êtes - et conscientes de la relation vitale qui existe entre le développement et la paix, vous serez certainement d'accord avec moi.

À mon avis, cet examen fera ressortir en particulier que notre capacité collective d'améliorer nos programmes de développement dépend de façon critique des progrès que nous accomplirons dans le secteur commercial. Si nous voulons nous permettre des programmes élargis destinés à améliorer notre niveau de vie et à contribuer au développement à l'étranger, il nous faut relever notre rendement économique et devenir concurrentiels.

Nous devons mériter les ressources que nous voudrions consacrer à des fins altruistes. Nous devons nous concentrer sur les secteurs économiques dans lesquels nous avons les meilleures chances de réussir dans un monde de changements rapides et de concurrence féroce. Cela peut notamment nous amener, par le biais de l'ajustement structurel, à délaissier certains secteurs où les nations en développement ont plus d'atouts et, bien sûr, à résister au protectionnisme qui menace de plus en plus notre capacité à exporter.

De nombreux membres de la Ligue des femmes catholiques prennent part, individuellement et par l'intermédiaire de groupes locaux, à des activités importantes et utiles à l'étranger. J'espère que l'examen des relations extérieures - grâce au système des audiences publiques et à l'occasion qu'il donne à chacun d'être entendu - amènera les Canadiens à s'engager à titre collectif et non simplement individuel dans des dossiers comme l'aide au développement, le commerce et le financement international, et enfin la sécurité et la paix internationales, votre thème pour l'année 1984-1985. L'Église catholique, l'Église unie, les Églises anglicanes et autres Églises, ainsi que les nombreux organismes de bénévolat ont accompli un travail remarquable pour le Canada en ouvrant la voie et en instaurant la tradition du service personnel à l'étranger. Il fut un temps en effet où cette activité était considérée comme la simple expression d'une morale personnelle ou peut-être d'un sentiment humanitaire. À l'heure actuelle, notre activité dans le Tiers monde est véritablement une question de nationalisme et de survie.

En tant que ministre, j'ai beaucoup d'estime pour mes fonctionnaires aux Affaires extérieures. Je crois qu'ils sont très compétents, mais je n'ai pas l'intention de confier la question de notre politique étrangère à eux seuls, ni même d'ailleurs aux seuls partis politiques, aux seules organisations non gouvernementales ou aux seuls évêques. J'estime en effet que si nous voulons effectuer les changements en faveur desquels les Canadiens se sont prononcés il y a de cela huit mois, nous devons le faire par un effort collectif. Dans cette optique, nous devons

chercher à tirer parti des traditions instaurées par des Canadiens et du travail qu'ils ont déjà accompli. Je veux que les Canadiens s'inspirent aujourd'hui de la tradition que nous ont léguée nos prédécesseurs qui ont laissé leur marque dans le monde et qu'ils reconnaissent que ce qui pouvait être considéré hier comme un acte de charité est aujourd'hui une question d'intérêt bien compris.

Comme je vous l'ai déjà dit, je peux, en qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, publier le document et entamer le processus, mais son succès ne sera pas fonction de l'action d'un ministre ou d'un gouvernement. Il dépendra de la fidélité des Canadiens à la tradition de service personnel à l'étranger, d'intérêt pour ce qui se passe au delà de nos frontières et d'ouverture sur le reste du monde. C'est cette tradition qui est profondément enracinée dans l'Église catholique, et, j'en suis convaincu, dans notre peuple.

Je vous remercie de votre attention.